

Convention collective régionale

IDCC : 863. – **INDUSTRIES
MÉTALLURGIQUES ET CONNEXES
D'ILLE-ET-VILAINE ET DU MORBIHAN
(12 avril 1976)**

(Etendue par arrêté du 20 décembre 1978,
Journal officiel du 28 janvier 1979)

**AVENANT DU 27 JUIN 2005
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES 2005**

NOR : *ASET0551123M*
IDCC : 863

Article 1^{er}

Barème des RAG applicables pour l'année 2005

Les barèmes fixant pour chaque coefficient de la classification la rémunération annuelle garantie en dessous de laquelle un salarié ne peut être rémunéré pour un horaire de 35 heures hebdomadaires et pour l'année 2005 sont les suivants :

**Barème des RAG
(35 heures hebdomadaires)**

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	OUVRIERS Administratifs - Techniciens
V	395	24 650
	365	23 340
	335	21 240
	305	19 800

NIVEAU	COEFFICIENT	OUVRIERS Administratifs - Techniciens
IV	285	18 615
	270	17 785
	255	16 935
III	240	16 235
	225	15 635
	215	15 385
II	190	15 135
	180	14 835
	170	14 685
I	155	14 535
	145	14 385
	140	14 235

Article 2

*Application des RAG conformément aux accords
du 8 mars 1991 et du 31 mai 2002*

Le calcul et la vérification des RAG applicables pour l'année 2005 s'effectuent conformément à l'ensemble des dispositions de l'accord national professionnel du 17 janvier 1991 et de l'accord territorial du 8 mars 1991 qui ont créé les rémunérations annuelles garanties et qui ont été repris dans l'accord territorial du 31 mai 2002, créant l'article 14-1-2 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective territoriale.

Article 3

Durée d'application de cet accord

Les dispositions du présent accord concernant les rémunérations annuelles garanties (RAG) prendront effet le 1^{er} juillet 2005 mais, pour les salariés qui ont un contrat de travail en cours à cette date, les rémunérations annuelles garanties s'appliqueront pour l'ensemble de l'année 2005 dès lors que leur présence dans l'entreprise est antérieure au 1^{er} janvier 2005. En cas d'arrivée dans l'entreprise à partir du 1^{er} juillet 2005, les rémunérations annuelles garanties s'appliqueront *pro rata temporis*.

Cet accord s'appliquera également jusqu'à la signature du prochain accord salarial qui sera conclu ultérieurement entre l'UIMM d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan et les organisations syndicales de salariés.

Article 4

Dépôt et extension

Le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail d'Ille-et-Vilaine dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Les parties signataires s'emploieront à demander son extension.

Fait à Rennes, le 27 juin 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Union des industries d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan.

Syndicats de salariés :

UMMB-CFDT ;

CFTC ;

USM-FO ;

CFE-CGC ;

GSEA-SIA.